

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2013

T
E
N
D
A
N
C
E
S

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Le climat des affaires reste dégradé

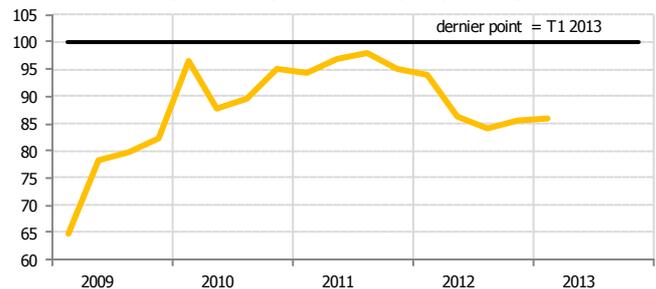
L'indicateur du climat des affaires (ICA) reste dégradé au premier trimestre, dans la continuité des précédents trimestres. Il s'établit à 86,1 points, soit 13,9 points en dessous de sa moyenne de longue période.

Le niveau d'activité demeure faible et les tensions sur les trésoreries s'accroissent. En revanche, les effectifs et les prix sont mieux orientés ce trimestre. Pour autant, les prévisions d'activité ne sont pas favorables pour le trimestre à venir et les chefs d'entreprise restent pessimistes sur l'évolution de la conjoncture.

Dans ce contexte économique jugé encore défavorable, la consommation des ménages suit une tendance baissière et les prévisions d'investissement à un an sont mal orientées, même si la dégradation s'atténue. La contraction des crédits à la consommation des ménages (-2,0 %) et des crédits d'investissement des entreprises (-0,6%) illustrent ce manque de vigueur.

Selon les chefs d'entreprise, l'activité continue de décliner dans la quasi-totalité des secteurs. En revanche, elle retrouve un peu de dynamisme dans le secteur du tourisme.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

LES INCERTITUDES PERSISTENT DANS LES ÉCONOMIES DE LA CARAÏBE

Selon les estimations du FMI, la reprise des économies de la Caraïbe demeure incertaine. Les pays dont l'économie dépend fortement du tourisme ont connu une croissance moyenne de 0,3 % en 2012 et les projections pour l'année 2013 sont de 1,2 %, du fait d'une consolidation de la demande extérieure. Pour les pays exportateurs de matières premières, la situation semble plus favorable : la croissance moyenne en 2012 est de 3,4 % et devrait atteindre 3,6 % en 2013. Enfin, les pays dont la situation est encore fragile, tels que la Dominique, la Jamaïque, St Kitts et Nevis sont impactés négativement par la hausse des prix des produits pétroliers.

En **République Dominicaine**, selon le FMI, la croissance annuelle du PIB est estimée à 2,2 % pour 2013. L'inflation devrait augmenter, estimée à 5 % pour fin 2013 contre 3,9 % fin décembre 2012. La production et la demande intérieure évoluent de manière modérée, restant à un niveau inférieur à la capacité de production du pays. La Banque Centrale laisse inchangé son taux directeur à 5 % à fin mars 2013.

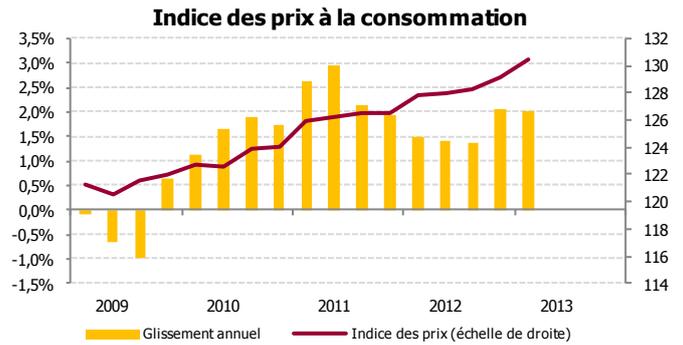
En **Jamaïque**, la Banque Centrale estime la contraction de l'économie entre -1,2 % et -0,2 % pour le premier trimestre. L'inflation est estimée à 2,7 %, conforme aux objectifs de la Banque Centrale (de 2 à 3 %). Le dollar jamaïcain s'est déprécié de 6 % par rapport au dollar US, après -3 % en décembre 2012, signe des incertitudes liées au calendrier et au contenu d'un accord avec le FMI.

La croissance en **Haïti** ralentit (2,8 % pour 2012 après 5,6 % en 2011) principalement du fait de retards accumulés dans les projets de reconstruction.

Hausse des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une nouvelle progression au premier trimestre (+1,0 % après +0,6 % au trimestre précédent). Cette évolution tient essentiellement au renchérissement des prix des services (+1,2 %) et de l'énergie (+2,8 %) ; les prix de l'alimentation contribuant dans une moindre mesure (+0,8 %) à la hausse.

Sur un an, la hausse des prix atteint 2,0 %. Tous les postes sont concernés, mais l'évolution des prix de l'alimentation (+4,3 %) et des services (+1,5 %) explique plus de deux tiers de la hausse. Les prix de l'énergie et des produits manufacturés contribuent dans une moindre mesure à la hausse globale.

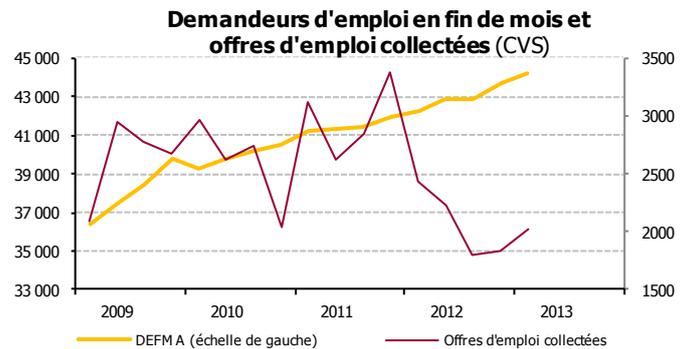


Source : INSEE

Nouvelle progression du chômage

A fin mars 2013, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) s'élève à 44 251 (CVS). La hausse se poursuit (+1,3 %, CVS) en dépit de la progression du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours du trimestre (+10,3 %, CVS). Parallèlement, le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est en diminution (-1,0 %, CVS).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi augmente (+4,3 %, CVS) et le nombre d'allocataires de Pôle emploi diminue (-1,9 %, CVS). Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont également en baisse (-16,6 %, CVS).



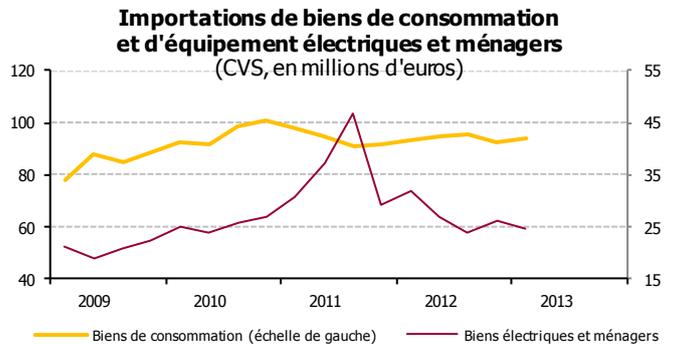
Sources : SMTPE, Pôle emploi, Dares

Ralentissement de la consommation des ménages

La consommation des ménages connaît un nouveau ralentissement au cours du trimestre et les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête font état d'une activité dégradée.

Les immatriculations de véhicules de tourisme restent orientées à la baisse (-2,2 %, CVS). Le chiffre d'affaires des hypermarchés est également en repli (-1,5 % CVS).

Après le regain de vitalité enregistré au quatrième trimestre 2012 (+8,4 %, CVS), les importations de biens d'équipement électriques et ménagers se contractent de nouveau (-5,6 %, CVS). De même, les encours de crédits à la consommation sont orientés à la baisse (-2,0 %). Seules les importations de biens de consommation résistent (+1,8 %, CVS).



Source : Douanes

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent de manière contrastée. Ainsi, les retraits de cartes bancaires sont de nouveau en hausse (+4,3 %), alors que le nombre d'incidents de paiement sur chèques et de personnes physiques en interdiction bancaire sont en léger repli (respectif de 1,2 % et de 0,3 %). En glissement annuel, ces indicateurs sont orientés à la baisse, signe d'un assainissement de la situation financière des ménages.

Manque de vigueur de l'investissement des entreprises

Les intentions d'investissement à un an demeurent globalement mal orientées, en raison de l'absence de visibilité à moyen terme, mais la dégradation s'atténue. Les encours de crédits d'investissement des entreprises sont en recul (-0,6 %), après l'orientation favorable du précédent trimestre (+1,3 %).

Les prévisions d'investissement sont favorables dans l'agroalimentaire, le tourisme et les services aux entreprises, les chefs d'entreprise de ces secteurs révisant à la hausse leur politique d'investissement. A l'inverse, les intentions d'investissement demeurent en baisse dans le BTP, les autres industries et le commerce.

Les importations de biens d'équipement résistent au premier trimestre (+2,6 % CVS), mais la baisse des immatriculations de véhicules utilitaires se poursuit (-2,2 % CVS).

La mauvaise orientation des intentions d'investissement tient à la contraction de l'activité. Les entreprises subissent une détérioration de leur trésorerie, en lien avec l'alourdissement des charges et l'allongement des délais de paiement. Ce resserrement est accompagné d'une progression des incidents de paiement sur effets, tant en nombre (+8,0 %) qu'en montant (+30,4 %). Toutefois, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en recul sur le trimestre (-1,9 %).

Prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

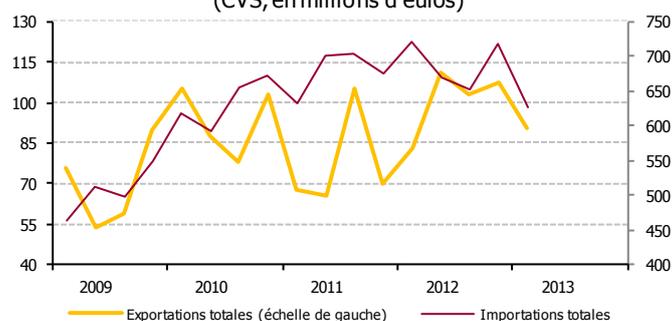
Contraction des échanges extérieurs

Les importations et les exportations sont en repli au premier trimestre (-12,8 % et -15,9 %, CVS), essentiellement en raison de la diminution des échanges d'hydrocarbures. En effet, l'arrêt technique programmé de la raffinerie a conduit à interrompre les approvisionnements et les exportations de produits raffinés.

Sur un an, les importations sont également en retrait (-13,3 %, CVS), alors que les exportations progressent (+8,4 %, CVS).

Hors produits pétroliers, les exportations sont favorablement orientées sur le trimestre (+14,1 %, CVS). En revanche, les importations sont stables (-0,1 %).

Commerce extérieur
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

UNE ACTIVITÉ DÉGRADÉE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

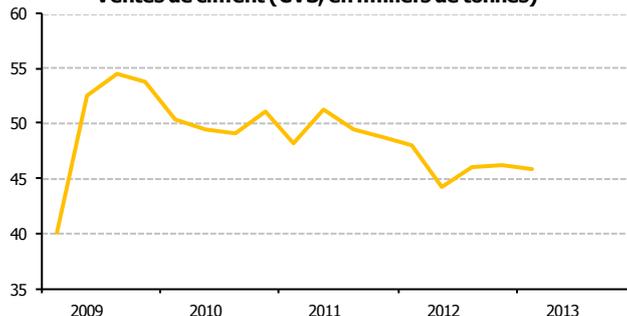
L'activité se contracte de nouveau. Les résultats de l'enquête de conjoncture montrent que la situation financière des entreprises est toujours fragile, avec l'alourdissement des charges d'exploitation et l'allongement des délais de paiement. Dans ce contexte économique peu favorable, seul le secteur du tourisme bénéficie d'un courant d'affaires orienté à la hausse au premier trimestre.

Dans le **secteur primaire**, les expéditions de banane sont en repli (-12,8 % par rapport au précédent trimestre). Les résultats des filières d'élevage varient selon le type d'abattage : les abattages porcins sont en croissance sur le trimestre (+8,2 %, CVS), alors que les abattages bovins sont en recul (-2,4 %, CVS). Globalement, les abattages progressent tant sur le trimestre (+1,8 %, CVS) que sur l'année (+14,5 %).

Selon l'enquête de conjoncture, l'activité du secteur **agro-alimentaire** est en retrait, après la hausse du précédent trimestre. Les exportations de produits agroalimentaires sont également en baisse (-13,0 %, CVS).

L'activité est en berne dans le secteur du **BTP** et les ventes de ciment sont en léger repli (-0,6 %, CVS). Les chefs d'entreprise font part de leurs inquiétudes face au faible nombre de mises en chantier. En dépit d'une amélioration des trésoreries, ils envisagent de réduire leurs effectifs et réviser leurs prix à la baisse. Compte tenu toutefois du manque de visibilité pour les mois à venir, leurs prévisions restent pessimistes.

Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antilles

L'activité des entreprises du **secteur industriel** continue de diminuer et l'ensemble des indicateurs ressortant de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM se détériorent.

L'activité se dégrade également dans le secteur du **commerce**, en lien avec le manque de vigueur de la consommation des ménages. Les ventes de véhicules neufs reculent (-2,2 % CVS sur le trimestre et -15,0 % sur un an). Le chiffre d'affaires des hypermarchés est également en repli (-1,5 % CVS sur le trimestre et -0,9 % sur un an).

Le secteur **touristique** retrouve un certain dynamisme en début d'année. Le trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire est en hausse sur le trimestre (+4,3 %, CVS), mais reste en retrait en retrait en glissement annuel (-2,5 %). Le secteur de la croisière poursuit sa croissance tant sur le trimestre (+57,0 %, CVS) qu'en glissement annuel (+98,9 %, CVS). Dans l'hôtellerie, le taux d'occupation des chambres progresse (74 % en janvier contre 72 % un an auparavant), de même que le nombre de nuitées (149 000 nuitées en janvier, contre 144 000 en janvier 2012).

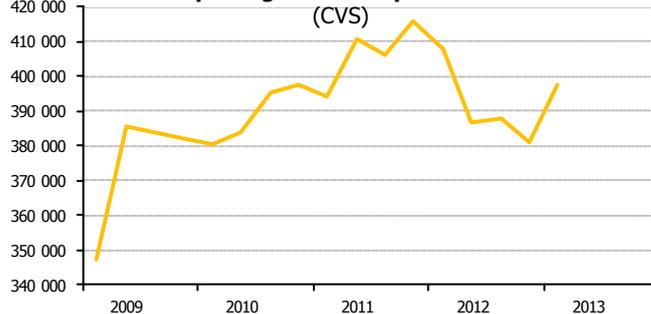
Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une activité toujours orientée à la baisse, malgré un renouvellement du carnet de commande. La hausse des prix et le recrutement de salariés devraient permettre d'appréhender plus sereinement les investissements prévus pour l'année à venir.

Chiffre d'affaires de la grande distribution
(ensemble des hypermarchés, CVS en millions d'euros)



Source : DIECCTE

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire
(CVS)



Source : CCIM

DES PERSPECTIVES QUI S'AMÉLIORENT GLOBALEMENT

Les perspectives de l'économie mondiale se sont globalement améliorées, en dépit du maintien de facteurs de risque dans les pays avancés.

Selon le FMI, la croissance mondiale devrait atteindre 3,25 % en 2013 et 4 % en 2014, avec une accélération progressive dans les principaux pays avancés, surtout aux États-Unis, et une reprise nette dans les pays émergents et en développement.

Aux États-Unis, la croissance du PIB réel se serait inscrite au premier trimestre 2013 à 2,5 % en rythme annualisé (après 0,4 % au quatrième trimestre 2012), sous l'effet notamment du dynamisme des dépenses de consommation des ménages et du gonflement des stocks. Au Japon, une reprise graduelle s'amorce depuis le début de l'année, encouragée par la stratégie gouvernementale en faveur d'une croissance de long terme pérenne.

Au quatrième trimestre 2012, pour le cinquième trimestre consécutif, le PIB réel de la zone euro a affiché une croissance trimestrielle négative (-0,6 %, après -0,1 % au troisième trimestre 2012). Les derniers indicateurs disponibles montrent que cette atonie conjoncturelle s'est prolongée au printemps 2013, un soutien pouvant toutefois être attendu à moyen terme de l'effet bénéfique de la demande extérieure sur les exportations de la zone, ainsi que d'une politique monétaire accommodante.

En France, les premiers résultats du premier trimestre 2013 montrent un recul du PIB en volume de 0,2 % (après -0,2% au trimestre précédent), avec une consommation des ménages atone et un repli de l'investissement et des exportations.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'amplifierait selon le FMI de 5 % au premier semestre de 2013 à 6 % en 2014. En Chine, le taux de croissance demeure élevé, même s'il s'est infléchi en glissement annuel, à 7,7 % au premier trimestre 2013, après 7,9 % au trimestre précédent. L'activité devrait être également soutenue en Inde, tandis qu'au Brésil, elle profiterait des baisses de taux d'intérêt intervenues en 2013, ainsi que des mesures destinées à promouvoir l'investissement.

Source : FMI/BCE/INSEE